



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi
Ministère du Travail et des
Organisations professionnelles



Bureau international du Travail

Guide méthodologique de l'Inspection du Travail

Fiche technique annexe sur le VIH et le sida

Octobre 2011

AVANT PROPOS

Le Guide méthodologique de l'Inspection du Travail du Sénégal, élaboré en janvier 2009 pour servir d'outil de communication et d'harmonisation des méthodes et pratiques d'intervention est un document important pour accroître la visibilité et la performance des inspecteurs et contrôleurs du travail en entreprise.

Compte tenu de son caractère général, il est apparu nécessaire de le compléter par des fiches techniques sur certains types de risques et certains secteurs d'activités afin de préciser notamment le cadre juridique, la démarche méthodologique, et les autres aspects spécifiques liés à la question traitée.

Dans cette dynamique, le VIH et le sida qui constituent une question éminemment liée au monde du travail, en raison de son impact négatif sur le travailleur, sa famille, les personnes à sa charge ainsi que sur l'entreprise et l'économie nationale, constitue un thème central nécessitant l'élaboration de la présente fiche technique.

L'objectif visé à travers cette démarche est de fournir aux inspecteurs et contrôleurs du travail un outil performant apte à les renseigner sur les fondements juridiques, la documentation technique, les missions spécifiques et la démarche méthodologique adaptés à leurs interventions sur les lieux de travail lorsqu'ils abordent la question du VIH et du sida.

En effet, le rôle de l'administration du travail et plus particulièrement de l'inspection du travail dans la lutte contre le VIH et le sida est primordial pour assurer l'avènement d'un cadre juridique et politique favorable à la lutte contre le VIH et le sida, mais aussi pour accompagner, conseiller et orienter les acteurs de l'entreprise (formelle et informelle) dans la définition de stratégies adaptées et efficaces.

A cet égard, les inspecteurs et contrôleurs du travail doivent faire de la présente fiche un bréviaire et en assurer une application complète et rigoureuse dans un esprit de partenariat et de coopération, pour contribuer à faire du monde du travail un acteur essentiel dans la lutte contre le VIH et le sida au niveau national.

REFERENTIEL JURIDIQUE

En plus des textes internationaux et nationaux répertoriés dans le Guide méthodologique, les normes ci-dessous doivent être prises en compte et servir de base à l'action de l'inspecteur et du contrôleur du travail :

- Recommandation n° 200 de l'OIT concernant le VIH et le sida et le monde du travail
- Loi n° 2010-03 du 9 avril 2010 relative au VIH SIDA, notamment les articles 1, 6, 9, 13, 20, 21, 24, 25, 27, 28, 35, 38 et 39.

OUTILS

Dans leur mission d'accompagnement et de conseil aux employeurs et travailleurs, l'inspecteur et le contrôleur du travail trouveront dans les documents listés ci-dessous des outils, informations et arguments utiles.

- Guide méthodologique de l'inspection du travail de janvier 2009
- Manuel sur le VIH/sida à l'intention des inspecteurs du travail de mars 2006
- Manuel sur le VIH/sida à l'intention des employeurs et travailleurs
- Recueil de Directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail de juin 2001
- Directives conjointes OIT/OMS de 2005 sur les services de santé et le VIH/SIDA
- Directives conjointes OIT/OMS /ONUSIDA de 2010 sur l'amélioration de l'accès des professionnels de la santé aux services de prévention, de traitement, de soins et de soutien pour le VIH et la Tuberculose
- Charte des entreprises du Sénégal en matière de lutte contre le SIDA de mars 2008
- Déclaration d'engagement du secteur privé du Sénégal dans la lutte contre le Sida
- Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA de juin 2001
- Déclaration de politique sur le VIH/SIDA des Nations Unies de juin 2006
- Déclaration de politique sur le VIH et le sida des Nations Unies de juin 2011
- VIH/sida et les droits humains - Directives internationales ONUSIDA/HCDH – version consolidée de 2006
- Plan stratégique national multisectoriel de lutte contre le sida 2011-2015
- Politique nationale de lutte contre le VIH et le sida en milieu de travail de 2011
- Plan stratégique de lutte contre le VIH et le sida en milieu de travail 2011-2015

MISSIONS

Parmi les missions de l'Inspection du Travail, le contrôle et le conseil sont les plus adaptés au contexte du VIH et du sida.

I/ Mission de contrôle

- **Contrôle de conformité à la loi** 2010-03 du 9 avril 2010, notamment l'obligation faite à l'employeur de procéder à :
 - l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de sensibilisation, de formation et d'information sur les causes, les modes de transmission, les moyens de prévention du VIH et du SIDA, les services de dépistage et de prise en charge au profit de leurs travailleurs (articles 6 et 9) ;
 - la réalisation d'activités spécifiques d'information, d'éducation et de communication sur le VIH et le sida (article 1).
- **Protection du travail** (milieu de travail sain, non discrimination, contrôle de conformité des équipements de protection individuels et collectifs, consignes de sécurité et conduite à tenir en cas d'accidents exposant au sang).

II/ Mission de conseil

- **Prévention** : sensibilisation, formation, promotion de la communication pour un changement de comportement ;
- **Accompagnement, Encadrement** : appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes et plans d'action ;
- **Plaidoyer** pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et programmes, la mise en place de Comités de Lutte contre le sida ou la désignation d'un point focal VIH et sida selon la taille de l'entreprise, ainsi que la formation du personnel de santé en matière de lutte contre le VIH, de prise en charge et de soutien.

DEONTOLOGIE

D'une manière générale, la déontologie professionnelle, rappelée dans le Guide méthodologique de l'Inspection du Travail, demeure de rigueur dans les interventions sur le VIH et le sida, mais un accent particulier sera mis sur les aspects liés à la confidentialité et au secret professionnel.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La démarche méthodologique préconisée pour aborder la question du VIH et du sida dans la présente fiche comporte trois phases au cours desquelles des actions seront menées pour assurer une intervention efficace, efficiente et complète.

I/ PHASE PREPARATOIRE

Dans cette phase préparatoire, l'inspecteur ou le contrôleur du travail devra procéder à un ciblage des entreprises dans lesquelles il va intervenir en prenant en compte des critères pertinents y compris ceux listés ci-dessous ; il devra décider du caractère de la visite et des personnes qui peuvent l'accompagner, et choisir la documentation ainsi que les supports qui lui seront utiles sur place.

▪ CIBLAGE

- Economies formelle et informelle
- Situation géographique
- Environnement professionnel, péri professionnel, géographique
- Secteur d'activité
- Taille de l'entreprise (effectif)
- Composition du personnel
 - ✓ Effectif par sexe
 - ✓ Classification socio professionnelle
 - ✓ Age
- Niveau de réponse dans la lutte (politique et programme, charte...)

▪ CARACTERE DE LA VISITE

- Inopiné
- Annoncé

▪ PARTENAIRES

- Membres du Comité national (Cellule régionale) tripartite de lutte contre le sida en milieu professionnel
- Associations PVVIH
- ONG
- Membres Comité de Lutte contre le sida (CLS)
- Membres Comité d'Hygiène et de Sécurité (CHS)
- Délégués du personnel
- Pairs éducateurs (relais)
- Médecins / Infirmiers d'entreprise
- Unité d'Appui régional
- Point focal Sida de l'entreprise
- Organisations communautaires de Base
- Infirmier Chef de Poste

▪ DOCUMENTATION

- Référentiel juridique
- Outils (voir ci-dessus)
- Recherche (ilo.org; onusida.org; oms.org; wikipedia.com; www.cnls-senegal.org, www.divisionsida-ist.sn; www.travail.gouv.sn ; etc..).

▪ SUPPORTS

- Supports promotionnels (pins, casquette, T-shirts, stylos...)
- Supports visuels et audio visuels (affiches, films, boîtes à image, etc.)
- Supports didactiques et pédagogiques (Recueils de Directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail, Recommandation 200, Lois, Chartes, etc.)

II/ DURANT LA VISITE

Les étapes suivantes seront respectées pour un bon déroulement de la visite :

- Entretien avec la direction ou le chef de l'unité de production informelle (objectifs et méthodologie de la visite)
- Vérification de l'existence de politiques et programmes
- Vérification de la signature et de l'affichage de la charte et de la politique
- Contrôle des rapports/ PV/ compte-rendu d'activités/campagnes
- Entretiens et échanges avec le CLS ou le CHS
- Entretiens et échanges avec le personnel ou leurs représentants
- Sensibilisation/information (IEC/CCC)

Conseil méthodologique

Il est préférable d'effectuer la sensibilisation de groupe à l'occasion des visites annoncées et non des visites inopinées.

- Débriefing/ plaidoyer :
 - signature de la charte
 - création de CLS
 - désignation de point focal
 - élaboration de politiques et programmes
 - orientation vers des structures de lutte contre Sida (IRTSS, UAR, District, associations professionnelles)

Conseil méthodologique

Dans le cadre du plaidoyer que l'inspecteur ou le contrôleur du travail doit effectuer pour la mise en place de CLS, il devra inciter les entreprises à utiliser les structures existantes, et plus particulièrement le CHS, lorsque la loi impose sa création, compte tenu de l'effectif de l'entreprise ou de la nature de l'activité exercée.

III/ APRES LA VISITE

Cette phase est consacrée à l'exploitation des données recueillies en vue de la rédaction des rapports de visite, la mise en œuvre des moyens juridiques et le suivi des recommandations formulées ou des activités menées.

- Rédaction de rapports (exclusion de toute information privée, protection du statut sérologique, confidentialité)

- Transmission des rapports de visite au :
 - Directeur général du Travail et de la Sécurité sociale,
 - Coordonnateur du Comité national tripartite de lutte contre le sida en milieu de travail
 - au Comité régional de lutte contre le SIDA
- Moyens juridiques (lettre d'observations, mise en demeure, procès-verbaux d'infraction)
- Suivi des recommandations en fonction des délais impartis.

Conseil méthodologique

Dans les interventions au niveau des unités de l'économie informelle, il est recommandé d'éviter les lettres d'observation, les mises en demeure et les PV d'infraction. Il est plus indiqué de privilégier la sensibilisation et le plaidoyer.